

LA POLITIQUE ANTI-MIGRATOIRE A ENCORE TUÉ !

BRÈVE

RAFFLE À LA MURE

Le 18 janvier, des gendarmes ont envahi les locaux et un appartement d'Emmaüs de La Mure. Ils ont arrêté 3 personnes et leur ont délivré des Obligations à Quitter le Territoire Français sous 48 heures pour 2 d'entre eux, et sous 30 jours le 3ème, avec confiscation de son passeport.

Le 6 janvier, dans un foyer pour mineurs isolés étrangers, Denko Sissoko a sauté du 8ème étage pour tenter d'échapper à la police qui venait l'arrêter. Ce drame est une conséquence directe de la politique d'hostilité à l'égard des exilé.e.s. C'est aussi le résultat de l'impossibilité de faire valoir ses droits en tant que mineur.

Extrait de la lettre des amis et voisins de Denko Sissoko, adressée au Conseil départemental :

« [...] Nous voulons dénoncer le système que vous employez avec les mineurs étrangers : vous nous gardez pendant 3, 4, 8 mois sans rien nous dire. Nous sommes comme des animaux. [...] »

Nous voulons dénoncer vos manières de se débarrasser de nous : lors de l'entretien, vous nous menacez d'être menottés par la police, jugés et emprisonnés : nous avons peur de la police, et c'est ce qui a conduit deux de nos amis à sauter par la fenêtre, le 1er, un Guinéen, du 2ème étage ; le 2ème un Malien du 8ème étage.

Le 1er a été blessé, l'hôpital ne l'a pas soigné et il a été mis dehors le même jour. Le 2ème est mort, c'est notre ami, notre frère, Denko Sissoko.



[...] Certains d'entre nous sont malades, physiquement ou psychologiquement, et les soins ne sont même pas donnés [...] »

Si vous ne voulez pas de nous, il faut nous le dire plus tôt. L'attente est insupportable, nous souffrons, nous ne dormons pas, nous pensons tout le temps à quel jour on va nous faire sortir [...] Vous ne nous connaissez pas, vous ne vivez pas avec nous, vous n'avez aucun contact direct avec nous, comment pouvez-vous décider ?

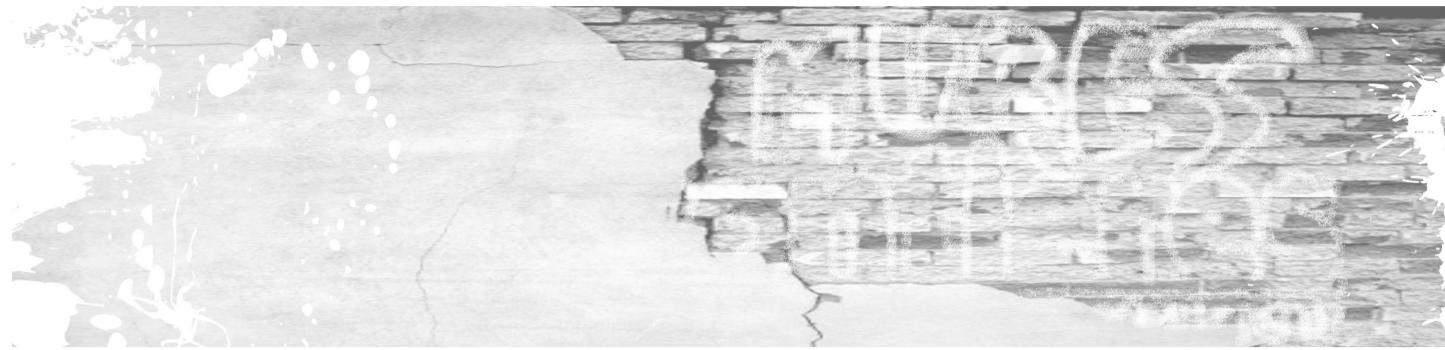
Quand on quitte notre pays, on traverse des déserts, la mer et beaucoup d'épreuves. Quand on arrive en France, on a tout ça en tête et on est mal accueillis. Nous voudrions raconter notre histoire pour nous libérer, pas pour être évalués. [...] »

Aujourd'hui, nous nous adressons à vous avec nos demandes et nous voulons des réponses. [...] Nous voulons que notre situation soit connue. Pour nous, c'est une façon de ne pas laisser mourir Denko Sissoko pour rien. »



ROYAUME-UNI : DES PROMESSES DANS LE VENT !

Lors de l'expulsion du bidonville de Calais en novembre, le Royaume-Uni a annoncé qu'il accordait aux mineur.e.s isolé.e.s la possibilité de rejoindre leur famille vivant en Angleterre. Seul.e.s 500 mineur.e.s environ ont pu partir sur les 2200 expulsé.e.s. En décembre, le ministre britannique de l'immigration a annoncé la fin de cette procédure. Pour dénoncer ce tri permanent, plusieurs luttes ont eu lieu dans les centres d'accueil et d'orientation pour mineurs (CAOMI) : grèves de la faim, manifs, départ collectif d'un CAO à pied en direction de Calais...



Fév
2017

BRAS DE FER ENTRE LE MALI ET L'UNION EUROPÉENNE !

Le 11 décembre 2016 l'UE et le Mali ont signé un communiqué commun actant leur volonté de lutter contre "les causes profondes de la migration irrégulière", de légaliser les expulsions d'exilé.e.s malien.ne.s depuis l'Europe, et de permettre que des fonctionnaires malien.ne.s se déplacent jusqu'ici dans le but de "déterminer l'identité des migrants, afin d'accélérer leur retour".

De nombreux collectifs, en Europe comme au Mali, ont aussitôt protesté. Abdoulaye Diop, le ministre malien des Affaires étrangères, prétend de son côté qu'il ne s'agit que d'un "communiqué commun (...) présenté par certains comme un accord alors qu'il n'en a jamais été question". Sauf que l'opposition accuse le manque de transparence du gouvernement et affirme que des mesures ont déjà été prises : "des fonctionnaires maliens ont par exemple été envoyés en Allemagne pour identifier certains de nos compatriotes".

Les communiqués de l'UE dissimulent-ils de véritables accords anti-migrant.e.s signés en catimini ? Ou bien est-ce le gouvernement malien qui n'assume pas de coopérer avec l'UE ?

C'est dans ce contexte que le collectif de malien.ne.s "Mains Propres" a occupé le consulat du Mali à Paris en réaffirmant son opposition aux accords de réadmission et pour exiger un meilleur accueil au consulat et une facilitation des démarches administratives.

Cette pression semble avoir payé, car le gouvernement malien a récemment refusé la réadmission de deux personnes renvoyées vers le Mali par la France. Ces deux personnes supposées être des maliens étaient détentrices de laissez-passer européens comme document de voyage alors que ces documents n'ont aucune base juridique et légale.

Plus d'infos sur :
www.expulsesmaliens.info

BRÈVES

ET PAF DU RACISME

La Direction de la police aux frontières (PAF) a envoyé un mail islamophobe à tous ses agents. L'islam y est comparé à un "cancer" et ce message appelle clairement aux violences racistes. Quand on sait que plus de 50% des policiers votent Front National (enquête CEVIPOF, 2015), peut-on s'étonner qu'il y ait du racisme au sein de la police ? Quant à la PAF, son principal boulot consiste à traquer les sans-papier. Difficile de ne pas voir du racisme dans la raison d'être même de la PAF: traquer et contrôler au faciès de "potentiels clandestins" qui seraient une "menace pour le pays".



Police A ux F rontières

FRONTEX DÉBLOQUE

FRONTEX, l'agence européenne des frontières, accuse les ONG faisant du sauvetage en Méditerranée (MSF, MOAS, Save the children...) de "collusion" avec des passeurs. Sauver des vies n'est pas un mandat de FRONTEX, on le savait. On sait à présent que l'agence ne supporte pas non-plus que des ONG le fassent, prétextant que leurs bateaux « opèrent trop près des côtes libyennes », et qu'ils « donneraient des indications claires » aux passeurs. FRONTEX veut rendre le travail de secours encore plus difficile. FRONTEX tue, tuons FRONTEX !



Ce journal mural est un apériodique réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre à l'encontre des personnes exilées, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières ne sont pas des lignes, elles sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilées. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.